



La vérité sur l'Ukraine dans ce monde multipolaire

Interview du blogueur italien Pino Cabras par Valeria Gatopoulos, de MagazineDonna.it

Par [Pino Cabras](#) et [Valeria Gatopoulos](#)

Mondialisation.ca, 23 mai 2014

[MagazineDonna.it](#)

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#), [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Ukraine](#)

1 : Comme définiriez-vous en quelques mots ce qui se passe en Ukraine ?

Il s'agit de la crise internationale la plus dangereuse de ces 50 dernières années, comparable à la crise des missiles de Cuba en 1962. Le séisme qui secoue le système politique ukrainien se produit sur la ligne de faille de l'affrontement stratégique planétaire, à un moment où les États-Unis – qui n'acceptent pas que le monde soit multipolaire – voudraient mettre sous l'éteignoir la puissance russe qui est en train d'émerger à nouveau, après les humiliations postsoviétiques.

2 : Sommes-nous face à l'un des derniers actes de la Guerre froide, où existe-t-il vraiment un risque de nouveau conflit mondial ?

La Guerre froide a duré plusieurs décennies et a formaté le mode de penser et d'agir des classes dirigeantes de nombreux pays, et en Occident, cette vision du monde reste imprégnée dans l'esprit des plus influents académiciens, généraux, éditeurs, ou journalistes, même si l'Union soviétique a disparu depuis 1991. On peut dire que plusieurs piliers de la Guerre froide sont encore debout dans un paysage qui s'est modifié, d'ailleurs l'OTAN n'a pas été dissoute, au contraire, elle s'est étendue. Par rapport aux temps de la Première Guerre froide et de la première décennie postsoviétique, l'Occident est en train de faire une grosse erreur d'évaluation qui, si elle n'est pas corrigée, pourrait mener le monde à la catastrophe. Le monde atlantiste ne pourra plus prendre des décisions impliquant des aspects militaires vis-à-vis de Moscou en persévérant dans son illusion qu'il n'y aura pas immédiatement une addition salée à payer en retour. Cette gaffe monumentale nous a déjà fait perdre un temps précieux, mais nous devons le comprendre rapidement si nous ne voulons pas précipiter la plus grande catastrophe de ce siècle. La Russie, après l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, ne peut plus céder de terrain. Pour défendre ses positions, elle mettra tout son potentiel, avec la plus grande détermination. Nous devons savoir que nous sommes désormais accoudés à une fenêtre d'où l'on peut déjà voir les bombardiers nucléaires décoller.[Voir la vidéo ci-dessous] Le drame – en Italie également – c'est que nous avons des ministres qui ne comprennent rien aux enjeux actuels. Les ministres des Affaires étrangères de la Défense agissent comme les figurants d'un pays qui a perdu toute souveraineté.

3 : Les sanctions contre la Russie, quels effets auront-elles en réalité ?

Ces sanctions pourraient marquer le début d'une série de coups réciproques. Cela ne serait indolore pour aucun des deux camps, car le monde est aujourd'hui plus interdépendant et il existe une forte complémentarité entre les économies russes et européennes, en particulier au travers de la fourniture d'énergie. La Russie est le seul pays capable de fournir pendant plusieurs décennies le gaz dont l'Europe a besoin pour organiser sa transition aussi graduelle que souhaitable vers un nouveau système énergétique. Par ailleurs, la Russie a intérêt à diversifier son économie en interagissant avec les autres puissances industrialisées. Le schéma des sanctions, autrefois appliqué à d'autres pays plus petits, ne pourra pas fonctionner de la même manière avec la Russie, laquelle s'étend sur un immense territoire et possède les plus grandes réserves d'énergie fossile, sous toutes ses formes, sans compter la plupart des matières premières de la table périodique de Mendeleev qui existent sur cette planète.

Mais la Russie est aussi riche de ce qu'en Occident on appelle le « capital humain », et son « *intelligentsia* » technologique est très performante. Même si le système soviétique s'est effondré, la culture moyenne dans le pays, héritée du précédent système, est restée à un niveau extrêmement élevé. Le niveau dans les universités russes, dans les instituts polytechniques, les centres de recherche, celui de l'Académie des Sciences, lesquels se sont confrontés pendant des dizaines d'années pour rester au niveau des USA, a généré une classe scientifique et technologique d'une valeur extraordinaire. J'ajoute également qu'alors que dans les années 1990, la Russie était noyée sous les dettes et se laissait imposer l'austérité par le FMI, elle est redevenue aujourd'hui largement créditrice, autrement dit, c'est maintenant un partenaire financier peu enclin à se soumettre. C'est tout le contraire de l'Italie, pour ne citer qu'elle.

4 : Quelles sont aujourd'hui les interventions effectives des États-Unis à l'intérieur du territoire ukrainien ?

Nous enregistrons aussi bien une présence qui dure depuis longtemps (bâtie sur d'énormes ressources économiques, des milliards de dollars dépensés [par les USA] ces dernières 20 années), qu'une présence plus récente liée à la contingence de la crise actuelle. La première présence est le fruit d'un long travail hégémonique de la part des États-Unis sur les éléments les plus influents des classes dirigeantes (politiques, médias, militaires, professeurs d'université) : même la plus insignifiante des bourses d'étude financée par les Américains représente l'engrenage d'un système bien rodé destiné à fidéliser, à « atlantiser », et à « dollariser » les différents niveaux des classes dirigeantes ukrainiennes. Tout le monde a entendu [les paroles de Victoria Nuland](#), la secrétaire du ministre des Affaires étrangères américain pour les affaires européennes et asiatiques (et aussi femme de Robert Kagan, l'un des plus éminents néoconservateurs de Washington) : « *Nous avons investi 5 milliards de dollars pour donner à l'Ukraine l'avenir qu'elle mérite.* » La deuxième présence des USA en Ukraine, celle d'actualité aujourd'hui, est formée de trois composants qui s'entrecroisent : une participation massive de la CIA (allant jusqu'à de fréquentes visites de son directeur, John Brennan) ; un intense travail d'entraînement militaire qui vise à réorganiser les appareils répressifs avec un encadrement au sein des forces de sécurité officielles des groupes paramilitaires appartenant aux partis d'inspiration nazie, et enfin, des groupes de mercenaires travaillant pour des sociétés privées (*contractors*), comme Greystone (une ancienne filiale de Xe, plus connue sous le nom de Blackwater).

5 : Les rebelles sont-ils financés ou soutenus par des partis, des factions ou des États extérieurs à la réalité locale ?

La partie de l'oligarchie qui a perdu dans cette histoire – et qui composait le bloc de soutien de Yanukovich, l'ancien président, déposé lors du coup d'État – ne lésine pas sur les moyens pour essayer de rassembler les régions qui s'opposent au nouveau pouvoir en place à Kiev. Mais il faut noter que le *New York Times*, au terme d'une enquête qui en a irrité plus d'un parmi les défenseurs d'une « nouvelle Guerre froide », a démenti l'idée que les milices rebelles soient composées de soldats ou de mercenaires provenant de la Fédération de Russie. La forte motivation avec laquelle des franges importantes de la population russophone de l'Est ukrainien se sont auto-organisés est confirmée également par d'autres enquêtes récentes.

6 : À ce propos, une critique souvent adressée aux analyses géopolitiques de ces crises est qu'elles ignorent l'aspect spontané et authentique des mouvements populaires qui déterminent ensuite les changements de gouvernements, les sécessions, les révoltes, etc. Que répondez-vous aux démocrates ukrainiens sincères qui ont lutté pendant des mois à l'intérieur du Mouvement Evro-Maidan, et qui ne veulent pas qu'on les assimile à des nazis ?

Dans tous les pays où un gouvernement s'appuie sur un bloc social déterminé, il existe toujours la possibilité d'abus de pouvoir, de compétitions, d'exigences sociales, de cahiers de doléances, de lutte de classes, de comportements collectifs se battant contre la corruption, qui peuvent soit parvenir à un point d'équilibre et de compromis, soit exploser. L'Ukraine ne faisait pas exception, et il est certain que ses oligarques se sont montrés incapables de relancer l'économie du pays. Les problèmes financiers, économiques, territoriaux, du travail, sont tous devenus des problèmes politiques. Mais cela pourrait s'appliquer également à des dizaines d'autres pays, y compris à l'Italie. La majeure partie du journalisme s'arrête à cette lisière, à cette « spontanéité », et liquide sous le terme « conspirationnisme » l'analyse des jeux de pouvoir. Il est au contraire essentiel d'englober l'ensemble du scénario dans une photo panoramique, en n'oubliant pas d'y inclure ceux qui détiennent le pouvoir au niveau mondial. Trop nombreux sont ceux qui oublient que dans le centre du commandement impérial, il est relativement aisé de dépenser des milliards de dollars dans un pays donné, dans le but d'exacerber une crise, de s'introduire au cœur du pouvoir étatique, de le briser et d'encaisser les dividendes. Les cas de la Libye et de la Syrie sont encore dans toutes les mémoires. Ces pays connaissaient une crise qui avait de bonnes raisons d'être, tout comme en Ukraine. Mais la résolution de ces crises n'a jamais été entre les mains des « porteurs sains » de la révolte, même si ceux-ci ont eu l'illusion de pouvoir dicter leurs objectifs à ceux qui leur imposaient la révolte armée et révolutionnaire. Ils ont fermé les yeux sur leurs alliances avec les criminels djihadistes en Libye et en Syrie, et avec les criminels nazis en Ukraine. Une erreur politique aux effets désastreux, à la plus grande joie des extrémistes et des mercenaires qui gambadaient joyeusement au milieu des ruines et du chaos. Pensaient-ils vraiment [ces démocrates,] que les miliciens américains et européens qui les rameutaient dans la rue avaient à cœur la démocratie ?

7 : En somme, les protestations peuvent être le reflet de bonnes aspirations, mais le pouvoir finit toujours par les récupérer pour ses propres fins ? Est-il donc inévitable de se ranger soit du côté d'Obama, soit de celui de poutine ?

Cette question me fait penser à un poème de Fabrizio de André, où il raconte qu'il faut en faire du chemin « avant de devenir assez con pour ne même plus voir qu'il n'existe pas de pouvoir bon. » Fondamentalement, le centre de la bulle médiatique occidentale dans laquelle nous vivons se base sur l'idée que le président américain est le représentant d'un « pouvoir bon. » Une fois ce principe acquis, ce pouvoir pourra se permettre de se transformer en un système d'espionnage totalitaire (comme il l'est effectivement devenu), stocker

depuis des années 100% des emails de tout le monde, s'arroger ainsi un pouvoir de pression énorme sur les classes dirigeantes de la moitié des pays du monde (puisqu'il peut exhiber à tout moment un message embarrassant), infiltrer des agents et des drones à de dizaines de pays au mépris de leur souveraineté, déclencher des guerres, provoquer des chocs financiers extrêmes, etc., cela ne changera rien ; pour les rédactions et les médias, le gouvernement espion et va-t-en-guerre restera toujours ce grand méchant de Vladimir Poutine. En réalité, il existe bien quelques règles de base qui permettent de juger les faits et de proposer des solutions. Je trouve par exemple qu'il est de pur bon sens de ne pas diaboliser la personne de Poutine. Nous devons au contraire considérer attentivement ce qu'il propose, sans voir seulement des mensonges dans la façon qu'a Moscou de « raconter le monde. » Cela a constitué une erreur idéologique gravissime de la part de l'Europe, qui a amputé sa capacité à interpréter de façon rationnelle les grands enjeux : la paix, la guerre, l'économie, l'énergie, leurs intérêts, leurs valeurs relatives, et les évaluations qui en découlent. Le monde tel que modelé par les USA par les guerres post-11-Septembre cherche en permanence à détruire un système international qui auparavant, acceptait d'autres normes que le seul droit du plus fort. Nous devons savoir que les réponses qui sortiront de cette destruction de l'ancien système international seront de plus en plus dures.

Pour en revenir aux bonnes et aux mauvaises causes, les guerres que l'Occident a récemment déclenchées ont fonctionné de cette façon : dans un pays donné existent des bonnes causes « amies » que l'on va financer et couvrir d'armes, et considérer comme « non négociables. » Les bonnes causes « ennemies » sont en revanche diabolisées, et les mauvaises causes ennemies sont considérées comme irrécupérables, et les conflits internes que l'on considère comme normaux partout ailleurs, sont ici considérés comme insolubles et sont exacerbés artificiellement, toute proposition de compromis est rejetée jusqu'à faire passer pour normale une véritable guerre civile sous une «*No-Fly zone*. » Ensuite, les bombardiers arrivent, ainsi qu'un certain équilibre avec les seigneurs de la guerre du pays mis en faillite. Appliquer ce modèle d'intervention à l'intérieur du monde russe mènera à l'Apocalypse, et c'est pour cela que je m'y oppose catégoriquement. Est-ce que cela signifie pour autant être du côté de Poutine ? Non. Je ne m'étonne même plus de toute une série de paradoxes, comme le fait qu'Edward Snowden soit libre en Russie, alors qu'il serait arrêté en Occident. Personne ne se pose donc de questions là-dessus ?

8 : Pourquoi la presse italienne essaie-t-elle de créer de la confusion autour de cette situation plutôt critique et de « cacher » la vérité ?

Les raisons sont diverses. Il y a cette espèce de « pilote automatique » que je décris plus haut, qui fait que les journalistes enclenchent la vitesse « guerre froide » et toute information est vue sous cet angle, même au prix de déformer la vérité et l'évidence des faits, si cela s'avère nécessaire. Les patrons de l'information en Italie sont totalement alignés sur les médias mainstream anglo-saxons, et ils n'osent pas risquer une fausse note, qui compromettrait sans aucun doute leur carrière. À cela s'ajoute l'incapacité croissante des organes d'information italiens à traiter de politique internationale, et cela vient de certains vices historiques propres à notre journalisme. On a même vu des correspondants à Moscou qui, après cinq, voire huit ans passés à Moscou, n'avaient toujours pas entrepris d'apprendre le russe, étant donné que leur « travail » (si on peut l'appeler ainsi) consistait simplement à mastiquer et reformuler les informations des agences en langue anglaise. Ces jours-ci, une bonne partie des médias italiens, du fait qu'ils avaient commencé par sous-évaluer le poids de l'extrême droite dans la nouvelle vie politique à Kiev, se sont révélés parfaitement incapables de raconter le pogrom anti-séparatiste et anti-russe qui s'est conclu

par l'horrible massacre d'Odessa : ils ne pouvaient pas raconter les faits d'un régime qui protège et utilise des gangs nazis, sans contredire toute leur rhétorique et révéler leurs omissions. C'est la raison pour laquelle je suis fier du travail d'information que nous avons fait jusque-là avec la toute nouvelle télévision [Pandora TV](http://www.pandoratv.it/)(http://www.pandoratv.it/).

9 : Y a-t-il une issue possible à la crise ukrainienne ?

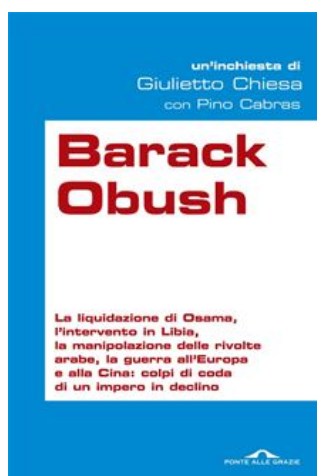
Jusqu'ici, cette crise a servi d'expérimentation de la russophobie, que l'on a bien mise en évidence, accompagnée d'une alliance avec un nouveau nazisme réhabilité, que l'on a beaucoup moins montré. Il faudrait au contraire transformer l'Ukraine en laboratoire de l'interdépendance, en garantissant son statut de pays neutre, fédéral, avec un multilinguisme garanti et un partenariat de sécurité réciproque entre la Russie et l'Europe. Tout le reste ne mène qu'à la guerre.

Article original : [Cosa sta succedendo in Ucraina? La verità raccontata in un'intervista esclusiva a Pino Cabras](#), le 12 mai 2014

Traduction : <http://ilfattoquotidiano.fr/>



Note : (*) Pino cabras, né en 1968, est diplômé en Sciences politiques et travaille dans une société d'investissements financiers, pour laquelle il a mené différents projets aux États-Unis et en Asie. Il a publié les ouvrages « *Balducci e Berlinguer, il principio della speranza* » (La Zisa, 1995), « *Strategie per una guerra mondiale* » (Aisara, 2008); et avec Giulietto Chiesa, le livre « *Barack Obush* (2011), sorti en 2012 en Russie sous le titre «Глобальная матрица» (*Global'naja Matrica*). Il est également cofondateur du site [Megachip](http://megachip.megachip.globalist.it) (megachip.globalist.it).



La source originale de cet article est MagazineDonna.it

Copyright © [Pino Cabras](#) et [Valeria Gatopoulos](#), MagazineDonna.it, 2014

Articles Par : [Pino Cabras](#) et
[Valeria Gatopoulos](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca